

QUAND VERSAILLES SE MET À TREMBLER

PAR NATACHA POLONY

Deux cent quatre-vingt-trois mille samedi 17 novembre. C'est le décompte officiel du nombre de citoyens qui ont choisi de s'associer en un mouvement de protestation dont les contours incertains nous dessinent ce qu'est devenu l'espace politique. Deux cent quatre-vingt-trois mille manifestants officiels, c'est beaucoup, n'en déplaise aux porte-parole officiels et officieux d'une Macronie droite dans ses bottes. Pas de quoi faire la révolution, bien sûr (et le voulaient-ils ?), mais suffisamment pour susciter un branle-bas de combat idéologique contre cet objet politique non identifié.

Il y a ceux, d'abord, qui ont choisi de n'y voir qu'un prurit extrémiste. Il faut bien avouer que le concours de récupération, du côté de la droite très très à droite, a découragé nombre de citoyens en colère de s'associer aux manifestations, laissant la place à quelques individus politisés. Il y a ceux qui se sont insurgés contre la « complaisance médiatique » dont aurait fait l'objet des gens pourtant coupables de violences. On cherchera ladite complaisance quand les « gilets jaunes » ont été accusés de poujadisme ou d'incohérence, que des médias ont évoqué un mouvement pulsionnel, antidémocratique ou extrémiste. De fait, il y eut des débordements inacceptables et des morts tragiques. De fait, on lisait dans ces manifestations une radicalité dangereuse. D'autant plus dangereuse que tout mouvement qui s'éternise se vide de ses éléments modérés. Mais le constat ne vaut pas analyse.

Le paradoxe de ces « gilets jaunes » est à chercher dans la spontanéité qui fait à la fois leur force et leur faiblesse. Pas de chef de file, pas d'organisation précise : cette colère est celle du peuple au sens le plus politique de ce terme. Elle nous raconte le sentiment de déclassement de ces petits salariés et artisans qui font tourner la France mais vivent difficilement de leur travail. Des classes moyennes qui ont bien compris qu'elles sont les sacrifiées du néolibéralisme, qui a seulement besoin de bataillons de prolétaires consommateurs pour faire tourner la machine au profit d'une oligarchie de plus en plus

réduite. Cette colère va de pair avec l'effondrement du système institutionnel et politique qui s'est articulé pendant un siècle autour de ces classes moyennes, dans un pacte noué avec la République. Ce qui rend ce mouvement spontané, mais qui lui interdit également de s'organiser pour peser, c'est l'absence de corps intermédiaires qui, en démocratie, relaient la volonté populaire et la canalisent. Dans ses *Considérations sur la France* (Cerf, 2017), Jean-Claude Milner analyse magistralement le rôle de ces corps intermédiaires, syndicats, partis, armée,

Eglises et république des lettres, qui sont une émanation de la souveraineté du peuple. Le principal, le corps enseignant, en tant qu'instrument de l'émancipation du peuple, avait pour vocation, nous dit Jean-Claude Milner, de transmettre les savoirs, de compenser l'inégalité de naissance par la constitution d'une élite intellectuelle, de libérer de l'emprise de la famille. C'est tout cela qui a sombré avec la désinstitutionnalisation des sociétés occidentales. Les relais font aujourd'hui défaut.

**PAS DE CHEF
DE FILE, PAS
D'ORGANISATION
PRÉCISE : LA COLÈRE
DES "GILETS JAUNES"
EST CELLE DU
PEUPLE AU SENS LE
PLUS POLITIQUE
DE CE TERME.**

L'horizontalité des réseaux sociaux permet, certes, la naissance d'éruptions populaires puissantes qui traduisent l'aspiration démocratique des citoyens, mais elle ne permet pas d'offrir un débouché politique à cette aspiration. Les syndicats sont passés à côté du mouvement, les partis courent derrière sans proposer un modèle alternatif à la fois réaliste et stable. Rien, donc, ne vient dessiner un horizon. Il ne reste plus à la volonté populaire qu'à se soumettre au pouvoir, en attendant la prochaine éruption, plus violente, plus massive, plus radicale. Jusqu'à la révolution.

Parmi les institutions laminées dont le magistère est balayé, les médias, pourtant, auraient un rôle à jouer. Encore faut-il qu'ils abandonnent cette grande peur du peuple comme acteur politique, qui leur interdit de faire vivre le débat démocratique et les incite au contraire à jouer les renforts du système au nom de la raison ou du bien. L'urgence, aujourd'hui, est de refonder la démocratie, en s'appuyant sur un peuple souverain, guéri du ressentiment et des risques de radicalisation. Les « gilets jaunes » sont un début. A nous d'inventer la suite pour qu'elle ressemble à la démocratie. ■



Débattons !

Parce que le débat n'est pas réservé qu'aux experts ou aux journalistes, la parole est aussi aux lecteurs.

Rejoignez-nous sur www.marianne.net/debattons